

UN RELOGEMENT QUI TOURNE AU DRAME À ANNABA

Décès d'une deuxième femme dans l'incendie d'El M'Haffeur

Une deuxième femme est décédée des suites de graves brûlures sur plusieurs parties du corps lors de l'incendie qui s'est déclaré dans la nuit de mardi à mercredi dernier, dans une demeure vétuste au vieux quartier El M'haffeur (Annaba). C'était au cours de l'opération de relogement de 411 familles.

La seconde victime, sœur de la première femme décédée la nuit même de l'incendie, était en observation au service des grands brûlés de l'hôpital Ibn-Sina, depuis son évacuation par les éléments de la Protection civile, ainsi que deux autres femmes de la même famille brûlées à des degrés divers et qui seraient hors de danger. Un enfant âgé de trois ans, également brûlé dans l'incendie, a été quant à lui orienté vers la clinique pédiatrique Ste Thérèse. Son état est jugé critique. Un policier se trouvant sur les lieux pour sécuriser l'opération de relogement des familles

de ce vieux quartier dans la nouvelle cité Kalitoussa (Berrahal) a lui aussi été blessé à l'œil dans le même incendie et pris en charge à la clinique ophtalmologique du Champ de Mars. Des sources policières font état de l'arrestation d'un individu suspecté d'avoir provoqué l'incendie. Vu son caractère difficile, l'opération de relogement des familles de cette cité précaire, l'une des plus anciennes de Annaba, datant de l'époque coloniale, se poursuit pour le onzième jour consécutif. Son éradication devait être exécutée depuis plusieurs années, mais à chaque

fois elle est reportée sine die. Certaines familles constituées de plusieurs membres avec des enfants mariés réclament l'attribution d'autant de logements que de couples. D'autres se disent propriétaires ayant hérité de leurs parents des maisons vétustes à El M'haffeur et refusent de quitter les lieux. Ce que démentent des responsables de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de Annaba, affirmant qu'aucun des protestataires ne dispose de document attestant ce qu'il avance.

L'opération de démolition des vieilles constructions a été marquée par des échauffourées entre ceux qui s'estiment lésés et les forces de police durant plusieurs jours. Même si les violences ont baissé de plusieurs crans, un calme précaire est observé sur les lieux.

A. Bouacha

INVESTISSEMENT À BOUIRA

Des blocages malgré les multiples rencontres de concertation

Malgré la bonne volonté des autorités de wilaya, à leur tête l'actuel wali qui a fait de l'investissement son cheval de bataille depuis son arrivée en 2013, malgré les efforts consentis dans ce domaine et les quelques bons projets inscrits au niveau de la wilaya comme celui du montage des véhicules Ival de la filiale italienne Iveco, qui devra être opérationnel avant la fin de l'année, dans la zone industrielle de Sidi Khaled par l'industriel Mohamed Baïri, l'investissement à Bouira bute toujours sur une certaine incompréhension entre les investisseurs et les différents responsables de la wilaya.

Hier et pour la énième fois, le wali de Bouira a organisé une rencontre entre des porteurs de projets et les différents responsables concernés pour essayer de trouver des solutions immédiates aux multiples blocages auxquels font face ces investisseurs.

Une rencontre réservée exclusivement à l'investissement local, c'est-à-dire à l'investissement au niveau des zones d'activités de la wilaya.

Pendant et malgré toute cette bonne volonté, le plus souvent, l'on s'aperçoit qu'entre ces investisseurs et l'administration,

c'est un dialogue de sourds. Sinon, comment expliquer que même avec le guichet unique que la wilaya avait installé depuis plus de quatre ans, les blocages et les incompréhensions persistent.

Comment expliquer que pour un simple permis de construire dont a besoin un investisseur qui demande une extension, — un cas qui a été abordé hier — l'on attend parfois plus de trois ans pour en parler et expliquer à ce même investisseur que ce permis de construire en question est facile à obtenir. Comment expliquer que pour des projets à l'arrêt pendant

des mois, voire des années, l'on attende une telle rencontre pour s'apercevoir que l'origine de ce blocage est le manque d'électricité, parfois d'eau industrielle ou encore d'un permis de forage.

Hier encore, la rencontre initiée par le wali devait permettre aux investisseurs présents de parler des problèmes qu'ils rencontrent pour le lancement de leurs projets. Mais force est de constater que tant que la wilaya ne met pas à la disposition de ces investisseurs une équipe, nous disons bien, une équipe de cadres compétents et incorruptibles — et nous insistons sur ce deuxième critère qui est la source de plusieurs défections d'investisseurs découragés par ce fléau — qui soit détachée de la wilaya et qui fera le travail de ces investisseurs, les choses resteront en l'état. Les rencontres se suivront et se ressembleront.

Cela étant, lors de cette rencontre, le directeur de l'industrie de la wilaya a fait une lecture exhaustive de l'investissement au niveau des zones d'activités de la

wilaya. A Bouira, il en existe 13 réparties sur 11 communes, avec au total quelque 600 lots dont 580 sont déjà octroyés à 286 investisseurs.

Sur 286 dossiers agréés, il est à noter 104 projets achevés et opérationnels, 44 en cours d'achèvement, 71 projets à l'arrêt et enfin, 68 non lancés.

La rencontre d'hier devait permettre aux différents investisseurs présents et concernés par les 71 projets à l'arrêt et ceux des 68 non lancés, d'exposer devant les différents responsables de la wilaya présents, comme la directrice de l'urbanisme et de la construction, le directeur de l'Agence foncière de la wilaya, le directeur des ressources en eau, le directeur d'Algérie Télécom, celui des travaux publics, celui de l'emploi, de l'environnement, de la Protection civile, leurs problèmes afin de les régler sur place ou du moins, avoir des explications sur la méthode à suivre pour lever les équivoques et les contraintes. A voir !

Y. Y.

BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ

Le marché couvert en péril

Construit en mille neuf cent dix-neuf (1919), le marché couvert de Bordj-Bou-Arréridj est complètement délaissé depuis 1962 sur le plan de la restauration; ce laisser-aller de la part de l'APC suscite de nombreuses inquiétudes et réprobations de la part des citoyens, qui reprochent aux autorités locales cette négligence grave d'un patrimoine qui fait partie de l'histoire de la cité.

Dans les années 1940, le marché couvert avait été utilisé aussi comme espace de projection. A l'heure actuelle, seulement 30% de la surface du marché couvert sont occupés par deux bouchers et un marchand de fruits et légumes, ces derniers occupent l'espace depuis plus d'un demi-siècle. les 70% de la surface restante du marché sont inoccupés. Et pour cause, la dégradation avancée des lieux, l'insuffisance de la surface commerciale disponible, la saturation de la circulation, les problèmes d'hygiène, et de fonctionnement du marché; s'ajoute à cela la croissance de la population de Bordj-Bou-Arréridj et de ses besoins qui conduisent les autorités locales des années 1990 à ouvrir un autre marché à ciel ouvert qui longe la rue Abdelkader-El-Bariki. Il est souvent plus simple et certainement plus économique pour les autorités locales de démolir un édifice même si c'est une œuvre d'art architecturale, alors qu'il est plus judicieux de réinventer ou de reprogrammer une structure existante. De triste mémoire, cela nous rappelle la démolition de l'ancienne gare de Bordj-Bou-Arréridj, qui avait presque un siècle d'existence, un joyau architectural ; les autorités locales de l'époque devaient, par devoir historique, apporter de nouvelles approches, telles que la restauration partielle, la protection, la reconstruction et l'insertion de nouveaux services rattachés à la SNTF etc.. mais la démolition de la gare représentait au yeux des citoyens une aberration condamnable.

Aujourd'hui, il est temps pour les autorités locales d'arrêter, d'être flotantes, et de s'insérer dans la société pour comprendre sa grogne et sa déprime, afin de prendre les mesures coercitives en vue d'apporter une restauration efficiente du marché couvert pour rehausser le prestige de la cité.

Layachi Salah-Eddine

AÏN-TÉMOUCHENT

Éducation : Les lauréats récompensés

Comme chaque fin d'année scolaire, les responsables de la Direction de l'éducation de la wilaya de Aïn-Témouchent récompensent les brillants élèves qui ont décroché les meilleures moyennes dans les différents examens scolaires. Ainsi, cette année et comme le veut la tradition, la Direction de l'éducation a organisé dans le patio du complexe culturel du chef-lieu de wilaya, une cérémonie de récompense des élèves pro-

diges des différents établissements lors des examens du bac, BEM et la 5^{ème} année moyenne, en présence des autorités civiles et militaires de la wilaya et des parents des élèves récompensés. Il est à noter que le secteur de l'éducation a réalisé des taux satisfaisants en réussite. Pour le bac, le taux de réussite a atteint 57.103 %, une lauréate a décroché une moyenne de 18,35 suivie de deux autres pour une moyenne supé-

rieure à 18, et 107 autres bacheliers ayant une moyenne qui fluctue entre 17,99 et 16. Pour le BEM, le taux est de 62.80 % et 4 lauréats ont arraché une moyenne variant entre 19,99 et 19. Quant à l'examen du fin du cycle primaire, le taux est 86.04 %, deux lauréats ont obtenu une note de 10/10 et 47 établissements ont réalisé un défi de 100 % en réussite.

S. B.

Les propriétaires de locaux commerciaux de Sidi Djelloul se plaignent des coupures de courant

De nombreux propriétaires de locaux commerciaux saisonniers au niveau de la plage de Sidi Djelloul, rattachée à la commune de Béni-Saf, se plaignent des coupures répétitives du courant électrique notamment la nuit, surtout en cette période de grandes chaleurs. Ces citoyens

disent qu'ils en ont marre de ces coupures fréquentes qui leur causent d'importants dégâts, particulièrement les réfrigérateurs et les appareils de climatisation, nonobstant l'absence d'eau potable dans ces locaux commerciaux.

S. B.

Sauvetage de pêcheurs d'une zone rocheuse à la plage de S'Biaat

Les services de la Protection civile de l'unité du port de Bouzedjar, dans la wilaya de Aïn-Témouchent, ont enregistré la noyade de deux personnes qui pêchaient dans une embarcation. Ces dernières, âgées de 63 et 44 ans, sont originaires de la ville d'Oran.

Selon les premières informations, les services de la Protection civile ont reçu un appel de citoyens qui ont affirmé que deux pêcheurs étaient coincés dans une zone rocailleuse, située au

large, dans un endroit appelé «Neb», entre le port de Bouzedjar et la plage de S'Biaât, une zone très fréquentée par les pêcheurs amateurs.

La mer agitée a conduit ces pêcheurs dans cette zone rocheuse où ils ne pouvaient pas revenir à la plage, ce qui a contraint l'intervention rapide des services de la Protection civile, sous la direction du chef de l'unité du port de Bouzedjar où deux zodiacs et un groupe d'agents de la Protection

civile dont des nageurs-pompiers ont été mobilisés pour cette intervention.

Le premier pêcheur a été sauvé à la nage en raison de la difficulté d'accès alors que le second, au moyen de cordes tirées par un zodiac pneumatique. L'opération de sauvetage a duré six heures. Les deux pêcheurs ont été transportés aux services des urgences médicales de la polyclinique d'El-Amria.

S. B.

Intoxication alimentaire au lycée Bachir-El-Ibrahimi

L'hôpital Ahmed-Medeghri de Aïn-Témouchent a connu hier et avant-hier deux journées particulières avec l'admission de nombreux enseignants stagiaires de Ghardaïa qui suivent une formation au lycée Bachir-El-Ibrahimi. Selon les premières informations, l'intoxication a touché en premier lieu 17 stagiaires (hommes et femmes) qui, semblerait-il, ont consommé une viande hachée avariée, en attente des résultats microbiologiques, selon le chef de service des urgences de l'hôpital Ahmed-Medeghri de Aïn-Témouchent qui affirme que son service a accueilli 22 cas d'intoxication alimentaire dont 14 cas provenant du lycée Bachir-El-Ibrahimi. Tous les admis aux urgences ont reçu les soins nécessaires et ont quitté l'hôpital après qu'ils eurent été sous observation médicale, alors que 4 autres cas ont été admis à l'hôpital Docteur-Benzerdjeb.

S. B.

Décès d'un jeune dans un accident de la route à M'Saïd

Les services de la Protection civile de la wilaya de Aïn-Témouchent ont enregistré, dans les premières heures de la journée d'hier, le renversement d'une voiture commerciale de marque Renault Master, immatriculée à la wilaya de Sidi-Bel-Abbès, au niveau du chemin de wilaya n°96 dans la commune de M'Saïd. L'accident a causé la mort du conducteur de la voiture, qui était âgé de 32 ans, à la suite de ses graves blessures à la tête. Le corps du défunt et les blessés ont été transportés aux urgences médicales de l'hôpital Ahmed-Medeghri de Aïn-Témouchent.

S. B.